



COMMUNE DE COLLOBEY-MURAZ

REGLEMENT SUR LA GESTION DES DECHETS

TABLE DES MATIERES

Chapitre I	DISPOSITIONS GENERALES (Art. 1 à 4)
Chapitre II	OBLIGATIONS DU DETENTEUR DE DECHETS (Art. 5 à 7)
Chapitre III	GESTION DES DECHETS (Art. 8 à 32)
Section 1	Principes (Art. 8 à 13)
Section 2	Ordures ménagères et déchets assimilés (Art. 14 à 15)
Section 3	Collectes sélectives et ramassages spéciaux (Art. 16 à 32)
Chapitre IV	FINANCEMENT ET TAXES (Art. 33 à 38)
Chapitre V	PROCEDURE, DISPOSITIONS PENALES ET MOYENS DE DROIT (Art. 39 à 42)
Chapitre VI	DISPOSITIONS FINALES (Art. 43 à 45)
Annexe 1	Liste des bases légales en matière d'environnement
Annexe 2	Définitions
Annexe 3	Tarif des taxes d'élimination des déchets urbains

Le Conseil général de Collombey-Muraz,

Vu les dispositions de la Constitution cantonale et de la loi sur les communes;
vu les législations fédérale et cantonale sur la protection de l'environnement et des eaux (voir annexe 1);

sur la proposition du Conseil

municipal, ordonne :

Chapitre I DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 But

Le présent règlement régit la gestion (collecte et transport) des déchets sur le territoire de la commune de Collombey-Muraz (ci-après la Commune).

Art. 2 Tâches de la Commune

¹ La Commune prend toutes les dispositions utiles pour réduire les quantités de déchets produits sur son territoire, notamment en mettant en œuvre le tri des déchets à la source.

² Elle organise le ramassage et l'élimination des déchets urbains y compris ceux d'auteurs non identifiés ou insolvables, ainsi que la collecte des déchets spéciaux.

³ Elle soutient et organise la valorisation des déchets, en particulier ceux végétaux.

⁴ Elle informe la population des mesures prises au sein de la Commune en ce qui concerne la gestion des déchets.

⁵ Elle veille au respect du présent règlement et de ses directives d'application, notamment par des contrôles spécifiques ou ponctuels.

Art. 3 Compétences

¹ Les tâches de gestion des déchets urbains (ordures ménagères et déchets industriels banals) incombent à la Commune.

² Le Conseil municipal, ou le service communal auquel il peut déléguer ses pouvoirs de décision ou d'intervention, est chargé de l'application du présent règlement. Il édicte à cet effet des directives d'application que chaque usager est tenu de respecter.

³ Le Conseil municipal peut déléguer, en totalité ou en partie, l'accomplissement de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, entreprises ou établissements publics ou privés).

Art. 4 Définitions

Les notions figurant dans le présent règlement sont définies dans l'annexe 2 qui en fait partie intégrante.

Chapitre II OBLIGATIONS DU DETENTEUR DE DECHETS

Art. 5 Principes

¹ Le détenteur de déchets doit les limiter, les trier, les traiter ou les valoriser selon les prescriptions édictées par la Confédération, le Canton et la Commune. Il supporte les frais liés à l'application des mesures prescrites par le présent règlement.

² Les déchets urbains (ménagers ou industriels banals), triés et en quantité importante, doivent faire l'objet de collectes séparées (collectives ou individuelles).

³ Toutes les personnes physiques ou morales (ménages, exploitations, commerces, entreprises, administrations publiques, etc.) résidant, même temporairement, dans la commune sont tenues d'utiliser les services et installations communales relatives aux déchets, sous réserve des dispositions prévues aux articles 6 et 31.

⁴ Les personnes ne résidant pas sur le territoire communal ne sont pas autorisées à en faire usage, respectivement à déposer leurs déchets destinés à la collecte.

Art. 6 Déchets non collectés ni acceptés par la Commune comme déchets urbains ¹ Les déchets solides ou liquides provenant de l'artisanat, de l'industrie ou du commerce et qui ne peuvent être assimilés aux ordures ménagères (soit ceux qui ne constituent pas des déchets industriels banals) sont collectés et éliminés directement par ceux qui les produisent, sauf accord spécial de la Commune, de manière conforme aux prescriptions en la matière et dans les installations autorisées et désignées par l'autorité.

² Ne sont notamment pas acceptés les déchets de chantier minéraux (sauf si la Commune met à disposition une benne correspondante), la glace et la neige, les dépouilles d'animaux et déchets carnés, les produits chimiques d'origine et de composition inconnues, les déchets en trop grandes quantités.

³ Les prescriptions communales d'application définissent les modalités.

Art. 7 Incinération de déchets

¹ L'incinération de déchets en plein air ou dans une installation de combustion privée est interdite.

² Demeurent réservées les dispositions du droit fédéral et cantonal en la matière.

Chapitre III GESTION DES DECHETS

Section 1 Principes

Art. 8 Collecte et transport des déchets

La Commune organise:

- a) la collecte et le transport par ramassage des déchets urbains, soit par système de ramassage, soit par des conteneurs spécifiques disposés en divers endroits du territoire communal;
- b) la collecte et le transport périodique des déchets encombrants (bennes ou service équivalent tel que déchèterie);
- c) la collecte sélective et le transport de certains déchets (papier, carton, verre, huiles végétales, boîtes de conserve, etc.), soit par système de ramassage, soit par des conteneurs spécifiques disposés en divers endroits du territoire communal;
- d) des campagnes spéciales de ramassage ponctuel.

Art. 9 Prévention des atteintes

Les modalités d'élimination des déchets ne doivent porter aucune atteinte à l'hygiène publique, aux eaux de surface et souterraines ainsi qu'aux sites bâtis. Les déchets ne doivent pas être déversés dans les canalisations d'égouts.

Art. 10 Déchèterie ou installations de collecte (Ecopoint)

¹ La Commune met à disposition de ses citoyens une déchèterie ou des installations de collecte (Ecopoint) destinées au tri et à l'entreposage provisoire des déchets urbains qui ne peuvent être récoltés en tant qu'ordures ménagères.

² Elle établit des prescriptions d'exploitation précisant les déchets acceptés, les conditions de leur admission, les jours et horaire d'ouverture ainsi que les taxes de prise en charge et d'élimination.

Art. 11 Installation de valorisation de déchets de chantier minéraux

Les déchets de chantier minéraux et les matériaux d'excavation valorisables doivent être amenés dans une installation de valorisation de déchets de chantier minéraux, aux conditions figurant dans les prescriptions annexées à l'autorisation cantonale d'exploiter ainsi que dans la mesure du possible dans l'installation la plus proche.

Art. 12 Décharge contrôlée pour matériaux inertes

¹ Les matériaux inertes et les déchets de chantier minéraux non valorisables doivent être amenés dans la décharge contrôlée pour matériaux inertes, dans la mesure du possible la plus proche.

² Cette installation est ouverte au public aux conditions figurant dans les prescriptions annexées à l'autorisation cantonale d'exploiter. Les taxes figurent dans un tarif qui sera établi par l'exploitant sur la base du marché.

Art. 13 Décharge régionale contrôlée pour matériaux d'excavation propres

¹ Les matériaux d'excavation propres non valorisables doivent être amenés dans la décharge régionale contrôlée pour matériaux d'excavation propres, dans la mesure du possible la plus proche.

² Cette installation est ouverte au public aux conditions figurant dans les prescriptions annexées à l'autorisation cantonale d'exploiter. Les taxes figurent dans un tarif qui sera établi par l'exploitant sur la base du marché.

Section 2 Ordures ménagères et déchets assimilés**Art. 14** Récipients et emplacements de collecte

¹ Les ordures ménagères doivent être remises au service de la voirie dans des sacs en matière synthétique prévus à cet effet, solidement fermés. Le Conseil municipal peut fixer le poids maximal des sacs en fonction de leur contenance.

² Les sacs ne doivent pas être déposés tels quels sur le domaine public. Ils sont obligatoirement contenus dans un conteneur étanche qui empêche également l'ouverture des sacs par des animaux.

³ La Commune peut équiper certains secteurs de conteneurs à déchets hors sol, semi-enterrés ou enterrés, aux endroits décidés par le Conseil municipal.

⁴ Lors de la présentation de nouveaux plans de quartier et plans d'aménagement détaillés, des emplacements en nombre suffisants seront exigés.

⁵ Lors de nouvelles constructions ou de transformations majeures de bâtiments existants, le Conseil municipal peut exiger l'installation de conteneurs à ordures ménagères. Le promoteur ou les propriétaires doivent, d'une part, obtenir l'accord de la Commune sur le nombre de récipients de déchets et sont tenus, d'autre part, d'aménager sur fonds privé

une aire de dépôt ou un local d'une surface suffisante. Une servitude d'utilisation du sol pour la pose de ce container de voirie sera inscrite au Registre Foncier avant le début des travaux aux frais de l'Administration communale et en sa faveur.

Si, pour des raisons inhérentes à la construction (place non disponible, problème de servitude ou autre), ce container ne peut pas être mis en place par l'Administration communale, une taxe de remplacement sera perçue, selon les tarifs annexés, pour permettre à la Commune de poser ce container à un endroit approprié.

⁶ Tous les domiciliés ou résidents d'un secteur équipé doivent apporter leurs déchets au conteneur collectif. Le dépôt de déchets en vrac dans ceux-ci est interdit tout comme leur utilisation par des entreprises.

⁷ Les commerces et entreprises et autres professions indépendantes s'équipent à leurs frais de conteneur(s) identifiable(s), agréé(s) par la Commune et adapté(s) à leur production de déchets.

⁸ Les conteneurs, de type défini et agréé par la Commune, doivent être adaptés au système de l'installation du véhicule de ramassage. La Commune n'assume aucune responsabilité en cas de perte ou de dommage.

⁹ Les conteneurs doivent être placés à un endroit déterminé par la Commune. Les particuliers peuvent installer des conteneurs acquis par leur soin, sur leur domaine privé ou sur le domaine public, pour ce dernier cas sous réserve de l'accord de la Commune. La circulation des piétons et des véhicules ne doit pas être entravée. L'accès doit y être libre pour le service de ramassage, notamment être dégagé régulièrement pendant la saison hivernale. Le personnel du service de ramassage peut refuser de vider des conteneurs malpropres, défectueux, contenant des matières exclues par l'article 6 du présent règlement, ou dont l'accès n'est pas dégagé.

¹⁰ Afin de faciliter la vidange, les déchets ne doivent ni déborder ni être exagérément comprimés dans les conteneurs.

Art. 15 Dépôt

¹ Le Conseil municipal fixe les jours, l'horaire, l'itinéraire ainsi que les autres modalités de dépôt et de ramassage et en informe la population.

² Tout dépôt de déchets en dehors des endroits, jours, heures et récipients désignés ou tout dépôt ne respectant pas le tri sélectif, notamment sur le domaine public, est interdit. Il en va de même de tout dépôt de déchets effectué dans le seul dessein de s'en débarrasser.

³ Tous les déchets qui ne peuvent être déposés dans les récipients collectifs doivent être amenés à la déchèterie par leurs détenteurs et à leurs frais.

⁴ La Commune peut, en cas d'une manifestation ponctuelle qui génère une importante quantité de déchets, imposer l'utilisation des bennes et conteneurs destinés au tri sélectif (gestion, ramassage, frais, etc).

Section 3 Collectes sélectives et ramassages spéciaux

Art. 16 Déchets recyclables

¹ Les déchets recyclables, tels que verre, huile, papier, carton, métaux ferreux et non ferreux (boîtes de conserves, canettes en aluminium, etc.), PET, sont collectés séparément selon les directives de l'autorité.

² Il est interdit de les mélanger aux autres déchets urbains.

Art. 17 Verres

Les verres vides non repris doivent être déposés, sans fermeture ni autres corps étrangers, dans le conteneur ou tout autre système prévu à cet effet à la déchèterie ou aux endroits désignés.

Art. 18 Huiles

Les huiles usées végétales (friture) et minérales (vidanges de véhicules à moteur) doivent être déposés dans le conteneur prévu à cet effet à la déchèterie ou aux endroits désignés. Les résidus de curage de citernes ou séparateurs, émulsions huile-eau ou boues d'huiles résiduelles constituent des déchets spéciaux et doivent être évacués et traités par des entreprises spécialisées, conformément à la législation spéciale.

Art. 19 Papiers et journaux

¹ Les vieux papiers, les journaux et les cartons doivent être déposés aux endroits désignés pour la collecte ou dans le conteneur prévu à cet effet aux endroits désignés pour la collecte.

² Les volumes importants doivent être amenés directement à la déchèterie.

Art. 20 Métaux ferreux et non ferreux

Les métaux ferreux et non ferreux (y compris les emballages tels que boîtes de conserves et canettes en aluminium) peuvent être déposés dans le conteneur prévu à cet effet aux endroits désignés.

Art. 21 PET

¹ Les bouteilles en PET doivent être rapportées dans les points de vente ou dans les conteneurs prévus à cet effet.

² Il est interdit de les mêler aux ordures ménagères ou de les déposer dans le conteneur à verre.

Art. 22 Appareils électriques et électroniques

Les appareils électriques et électroniques doivent être repris par un point de vente ou déposés aux endroits désignés pour la collecte.

Art. 23 Déchets encombrants

¹ Les déchets encombrants doivent être déposés dans les conteneurs prévus à cet effet à la déchèterie ou aux endroits désignés par l'autorité.

² Sur demande, une entreprise désignée par la Commune ramasse à domicile les déchets encombrants qui ne peuvent pas être apportés à la déchèterie par les détenteurs. Ce ramassage se fait exclusivement aux frais du demandeurs.

Art. 24 Déchets spéciaux

¹ Un local de dépôt est à disposition à la déchèterie pour de petites quantités de déchets spéciaux, tels que les restes de peinture ou de vernis, provenant des ménages, ou, sur demande, de l'industrie et de l'artisanat et avec l'accord de l'autorité.

² Les batteries de véhicules automobiles de même que les piles usagées, les tubes fluorescents et ampoules spéciales ne doivent pas être mélangées aux ordures ménagères. Ces déchets doivent être éliminés directement par leurs détenteurs et remis à un point de vente ou aux endroits de collecte désignés pour être éliminés aux frais de ces derniers, conformément à la législation spéciale.

³ Les médicaments doivent être déposés dans une pharmacie ou aux endroits désignés.

Art. 25 Matériaux inertes et déchets de chantier minéraux

¹ Les matériaux inertes et les déchets de chantier minéraux ne sont pas ramassés par le service de la voirie mais doivent être amenés, en priorité dans une installation de valorisation de déchets de chantier minéraux, à défaut dans une décharge contrôlée pour matériaux inertes ou dans une déchèterie, pour les petites quantités, pour autant qu'une benne soit mise à disposition par la Commune.

² Le Conseil municipal fixe les quantités maximales pouvant être déposées à la déchèterie ainsi que les taxes.

Art. 26 Matériaux d'excavation propres

¹ Les matériaux d'excavation propres ne sont pas ramassés par le service de la voirie mais doivent être amenés en priorité dans une installation de valorisation de déchets minéraux, à défaut dans une décharge contrôlée pour matériaux d'excavation propres.

Art. 27 Déchets organiques

¹ Les déchets organiques, à l'exclusion des déchets de restaurants à traiter comme les déchets urbains, ne sont pas enlevés avec les ordures ménagères, pour autant que soit mis à disposition un service de collecte ou une place de compostage.

² Les branches, feuilles, gazon et déchets similaires en petites quantités peuvent être compostée de façon individuelle, déposés à la déchèterie ou directement en installation de compostage.

³ Les souches et les branches provenant de terrassements ou défoncements sont à éliminer par une entreprise spécialisée aux frais du détenteur.

⁴ Il est interdit de broyer les déchets de cuisine dans l'intention de les déverser dans les canalisations.

Art. 28 Déchets carnés

Les déchets carnés doivent être déposés au centre régional de ramassage des déchets carnés selon la législation sur les épizooties.

Art. 29 Ferrailles

Les ferrailles sont à acheminer par le détenteur à ses frais vers un récupérateur autorisé ou à déposer dans la benne correspondante dans la déchèterie.

Art. 30 Epaves de véhicules

¹ Les épaves de véhicules peuvent être amenées sur des places de dépôt autorisées (récupérateurs). En dehors des places de dépôt officielles, l'entreposage ou l'abandon d'épaves de véhicules est interdit sur le domaine public ou privé, lorsque ces objets créent un danger concret pour les eaux et l'environnement.

² Les jantes et les pneus ne sont pas enlevés par le service de voirie (variante: font l'objet d'une collecte spéciale). Ils peuvent être ramenés directement à un point de vente ou aux récupérateurs agréés. A défaut, ils doivent être éliminés directement par leurs détenteurs, conformément à la législation spéciale. Une taxe d'élimination spéciale peut être perçue.

³ Demeurent réservées les dispositions fédérales et cantonales en matière de protection de l'environnement et des eaux ainsi que les prescriptions du règlement communal de police.

Art. 31 Déchets de chantier

¹ La Commune exige le tri des déchets de chantier ainsi que leur prise en charge, leur recyclage et leur élimination conformément à la législation en la matière, aux frais de leur détenteur, dans le cadre de l'autorisation de construire.

² Les déchets suivants devront être séparés :

- a) déchets de chantier minéraux (béton, bitume, tuiles, ciment, laine de verre, laine de pierre, plâtre, etc.): ceux-ci seront valorisés en priorité ou, dans la mesure où ils ne peuvent pas être valorisés, déposés à la décharge contrôlée autorisée pour matériaux inertes, si possible la plus proche;
- b) déchets de fibrociment intacts contenant de l'amiante fortement agglomérée (type Eternit®) sont déposés dans une décharge contrôlée pour matériaux inertes ;
- c) matériaux d'excavation propres et déblais non pollués: ceux-ci seront valorisés en priorité ou, dans la mesure où ils ne peuvent pas être valorisés, déposés à la décharge contrôlée autorisée pour matériaux d'excavation propres, si possible la plus proche;
- d) déchets pouvant être incinérés (bois, plastiques, matériaux synthétiques, etc.): ceux-ci seront acheminés vers une usine d'incinération ou vers un centre de recyclage agréé;

e) déchets spéciaux: ceux-ci seront acheminés vers un centre de collecte pour déchets spéciaux. Dans le cas où ce dernier n'existe pas encore, l'acheminement se fera auprès d'un preneur autorisé.

³ Les déchets doivent être déposés dans des bennes sur la place de chantier.

⁴ Ils peuvent également être livrés à un centre de tri autorisé par le Canton.

Art. 32 Déchets non éliminables dans les installations publiques

La Commune, en accord avec le Service cantonal de la protection de l'environnement, donne les instructions pour l'élimination ou le dépôt, aux frais des détenteurs, de déchets solides qui, en raison de leur nature, des quantités produites ou de la situation de l'entreprise, ne peuvent l'être dans des installations publiques (usine d'incinération et déchèterie).

Chapitre IV FINANCEMENT ET TAXES

Art. 33 Principes

¹ Celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par le présent règlement en supporte les coûts.

² Les coûts de construction, d'exploitation, d'entretien, d'assainissement et de remplacement des installations d'élimination des déchets urbains, de ceux des services de collecte et de transport des déchets ainsi que des autres frais communaux dus à la gestion des déchets sont autofinancés par le biais de taxes causales perçues annuellement par le Conseil municipal et mises à la charge de ceux qui sont à l'origine de ces déchets.

³ La commune assume les coûts induits par les déchets d'auteurs non identifiés ou insolubles.

Art. 34 Critères de taxation

Les taxes sont composées d'une taxe de base correspondant aux coûts des infrastructures (collecte, structures de transport, installations de traitement y compris compostage, administration, information, y compris les intérêts et amortissements, etc.), ainsi que d'une taxe proportionnelle à la quantité des déchets, couvrant les coûts d'exploitation.

A) Taxe de base

Elle est calculée :

- pour les particuliers : par ménage, selon le nombre d'habitants pondéré par des facteurs d'équivalence;
- pour les entreprises : par entreprise, en fonction du nombre d'employés

B) Taxe proportionnelle

¹ Les détenteurs de déchets doivent acquérir des sacs spécifiques soumis au paiement d'une taxe anticipée.

² Les entreprises et les collectivités publiques qui bénéficient d'une collecte spécifique en conteneurs pesés peuvent recourir à des sacs non taxés pour rassembler les ordures ménagères, ainsi que les autres déchets de composition analogue. Dans ce cas, la taxe proportionnelle est fixée selon le poids des déchets.

C) Taxes spéciales

¹ Les déchets urbains collectés séparément peuvent faire l'objet d'une taxe causale spécifique d'élimination correspondant au coût effectif d'élimination, selon une réglementation spéciale.

² Aucune taxe d'élimination n'est perçue lorsque les frais d'élimination sont déjà couverts par une taxe d'élimination anticipée, sous réserve de la mise à charge du coût de transport des déchets.

Art. 35 Débiteur de la taxe de base

¹ La taxe de base est due par le locataire de tout bâtiment ou installation à l'origine de déchets, respectivement par le propriétaire si celui-ci occupe le bâtiment ou l'installation à l'origine de déchets.

² La taxe est facturée 2 fois par année, pour la période allant du 1er janvier au 30 juin (1ère partie) et du 1er juillet au 31 décembre (2ème partie).

³ Le locataire, respectivement le propriétaire qui occupe le bâtiment ou l'installation à l'origine de déchets au 1er janvier de l'année de la taxation est responsable du paiement intégral de la taxe de base pour la période du 1er janvier au 30 juin.

⁴ Le locataire, respectivement le propriétaire qui occupe le bâtiment ou l'installation à l'origine de déchets au 1er juillet est responsable du paiement intégral de la taxe de base pour la période du 1er juillet au 31 décembre.

⁵ Le propriétaire d'un logement ou local non occupé mais non désaffecté (article 36) est soumis à la taxe de base. Le plus petit facteur d'équivalence (particulier ou entreprise) est appliqué (voir article 37 et annexe 3).

⁶ Le propriétaire d'un logement destiné à accueillir des personnes ne résidant pas de manière permanente sur la Commune de Collombey-Muraz est soumis à la taxe de base selon le facteur d'équivalence 1 (voir article 37 et annexe 3).

Art. 36 Exonération

¹ Seuls les logements ou locaux désaffectés dont la fourniture en eau et en électricité a été interrompue sont exonérés du paiement de la taxe de base.

² L'exonération court dès la période de facturation suivant l'interruption en eau et en électricité.

Art. 37 Fixation des taxes

¹ Les taxes figurent dans un tarif spécial annexé et faisant partie intégrante du présent règlement.

² Le Conseil municipal est compétent pour fixer les taxes dans les limites des fourchettes prévues dans ce tarif et en fonction du résultat du compte d'exploitation du précédent exercice et du budget/plan financier approuvé en tenant compte des critères de calcul fixés à l'article 34 du présent règlement. La période de taxation correspond à l'année civile. Les taxes décidées par le Conseil municipal ne sont pas soumises à homologation par le Conseil d'Etat.

³ Lorsque les parents sont domiciliés sur le territoire communal, chaque naissance d'un enfant donne droit à une distribution unique et gratuite de 80 sacs de 35 litres.

⁴ Pour les logements en construction, la taxe est due au plus tôt dès la délivrance du permis d'habiter.

⁵ Pour tenir compte de certaines situations particulières, le Conseil municipal est compétent prendre des dispositions spéciales d'assujettissement à la taxe de base ou d'exonération.

Art. 38 Facturation et paiement

¹ Chaque taxe fait l'objet d'un bordereau de taxation avec une facture et indiquant les voies de droit. Les taxes sont exigibles dans les trente jours dès leur notification et portent un intérêt moratoire dès leur échéance. Le Conseil municipal fixe le taux d'intérêt.

² La décision de taxation définitive a force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

³ Les frais de rappel, de recouvrement ainsi que les intérêts de retard sont facturés.

⁴ A chaque taxe d'élimination s'ajoutera la TVA selon les exigences légales en la matière.

⁵ Sont applicables les dispositions de la loi fiscale sur la prescription du droit de taxer et de la créance de la taxe.

Chapitre V PROCEDURE, DISPOSITIONS PENALES ET MOYENS DE DROIT

Art. 39 Pouvoir de contrôle

¹ Si des déchets sont déposés de manière non conforme ou illégale ou si d'autres motifs d'intérêt public l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et leur contenu examiné par les personnes désignées à cet effet par la Municipalité, notamment à des fins de contrôle et d'enquête.

² En particulier, l'autorité contrôle périodiquement l'origine, la quantité, les caractéristiques et l'élimination des déchets, notamment de ceux produits par les entreprises. Les usagers concernés sont tenus de collaborer, conformément à l'article 46 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

Art. 40 Mise en conformité

¹ Lorsqu'une insuffisance ou une infraction au présent règlement a été constatée, la Municipalité avertit par lettre recommandée le propriétaire du bâtiment ou de l'objet en lui indiquant les changements, réparations et travaux à faire et en lui fixant un délai pour les exécuter. Le propriétaire doit être rendu attentif qu'à défaut d'exécution dans le délai imparti, une décision formelle lui sera notifiée avec suite de frais.

² Si les travaux ne sont pas exécutés dans les délais fixés ou incomplètement exécutés, le Conseil municipal lui notifie une décision formelle sujette à recours lui fixant un nouveau délai en l'avisant qu'à défaut d'exécution, les travaux seront entrepris à ses frais et risques par l'autorité.

³ Avant de procéder à l'exécution, l'autorité imparti un ultime délai au propriétaire par une sommation. Lorsque les circonstances l'exigent, le Conseil municipal peut prononcer l'arrêt immédiat des travaux. En cas d'urgence et de menace grave, il peut procéder à l'exécution sans aucune procédure.

Art. 41 Infractions

¹ Toute contravention au présent règlement et relevant du droit communal (par exemple: abandon de déchets urbains sur la domaine public (« littering ») ou, utilisation de sac non conformes) sera sanctionnée par le Tribunal de police, selon la procédure prévue aux articles 352ss du CPP, par une amende de à 100 à 10'000 francs, selon la procédure prévue aux articles 34j ss de la LPJA, sans préjudice d'une action civile en dommages et intérêts.

² Demeurent réservées les infractions prévues par les législations fédérale et cantonale et relevant de la compétence de l'autorité cantonale.

Art. 42 Moyens de droit et procédure

¹ Toute décision administrative prise en application du présent règlement par le conseil municipal peut faire l'objet d'une réclamation motivée au sens des articles 34a ss de la LPJA, auprès du Conseil municipal dans les 30 jours dès sa notification. Les décisions rendues sur réclamation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours aux conditions prévues par la LPJA.

² Les décisions pénales rendues par le Tribunal de police peuvent faire l'objet d'un appel auprès du Tribunal cantonal aux conditions prévues par la LACPP et le CPP.

Chapitre VI DISPOSITIONS FINALES

Art. 43 Dispositions transitoires

La taxation pour l'année en cours s'effectue rétroactivement au premier janvier selon le nouveau droit.

Art. 44 Abrogation

Les dispositions antérieures et contraires au présent règlement sont abrogées.

Art. 45 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur au 1er janvier 2018.

Adopté par Conseil général de Collombey-Muraz le

Homologué par le Conseil d'Etat le

COMMUNE DE COLLOMBEY-MURAZ

LE PRESIDENT :

Y. Buttet

LE SECRETAIRE :

G. Parvex

Annexe 1

LISTE DES BASES LEGALES EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

		recueil systématique (CH/VS)
1. Protection de l'environnement		
<u>Législation fédérale</u>		
- Loi sur la protection de l'environnement (LPE)	07.10.1983	814.01
- Ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE)	19.10.1988	814.011
- Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (OPAM)	27.02.1991	814.012
- Ordonnance sur la taxe d'incitation sur les COV (OCOV)	12.11.1997	814.018
- Ordonnance sur la taxe d'incitation sur l'huile de chauffage « extra-légère » d'une teneur en soufre supérieure à 0,1 % (OHEL)	12.11.1997	814.019
- Ordonnance relative à la désignation des organisations de protection de l'environnement habilitées à recourir (ODO)	27.06.1990	814.076
- Ordonnance fédérale sur les atteintes portées au sol (OSol)	01.07.1998	814.12
- Ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPair)	16.12.1985	814.318.142.1
- Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB)	15.12.1986	814.41
- Ordonnance relative aux émissions sonores des matériels destinés à être utilisés en plein air (Ordonnance sur le bruit des machines, OBMa)	22 mai 2007	814.412.2
- Ordonnance sur la protection contre les nuisances sonores et les rayons laser lors de manifestations (Ordonnance son et laser, OSLa; remplace celle du 24.1.1996)	28.02.2007	814.49
- Ordonnance sur le traitement des déchets (OTD)	10.12.1990	814.600
- Ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets (OMoD; remplace l'ODS du 12.11.1986)	22.06.2005	814.610
- Ordonnance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et	14.01.1998	814.620
- Ordonnance sur les emballages pour boissons (OEB)	05.07.2000	814.621
- Ordonnance relative au montant de la taxe d'élimination anticipée sur les bouteilles en verre pour boissons	07.09.2001	814.621.4
- Ordonnance sur le montant de la taxe d'élimination anticipée pour des piles et des accumulateurs	29.11.1999	814.670.1
- Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (ord. sur les sites contaminés, OSites)	26.08.1998	814.680
- Ordonnance relative à la taxe pour l'assainissement des sites contaminés (OTAS)	26.09.2008	814.681

- Ordonnance sur la protection contre le rayonnement ionisant (ORNI)	23.12.1999	814.710
- Ordonnance sur la réduction des risques liées aux produits chimiques (OORChim; abroge l'OSubst)	18.05.2005	814.81
- Loi sur le génie génétique	21.03.2003	814.91
- Ordonnance sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement (ordonnance sur la dissémination l'environnement, ODE)	10.09.2008	814.911
- Ordonnance sur l'utilisation des organismes en milieu confiné (ordonnance sur l'utilisation confinée, OUC)	25.08.1999	814.912

Législation cantonale

- Loi sur la protection de l'environnement (LcPE)	18.11.2010	814.1
- Règlement d'application de l'OEIE	27.08.1996	814.100
- Arrêté concernant l'application de l'OPAM	02.06.1993	814.101
- Arrêté sur les feux de déchets en plein air	20.06.2007	814.102
- Arrêté sur le smog hivernal	29.11.2006	814.103
- Arrêté fixant les frais et émoluments pour les interventions en matière	28.11.1990	
- Règlement sur la gestion du fonds cantonal pour les investigations préalables des sites présumés pollués	13.12.2006	814.105

2. Protection des eaux

Législation fédérale

- Loi sur la protection des eaux (LEaux)	24.01.1991	814.20
- Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux; NB: abroge l'OPEL du 01.07.1998)	28.10.1998	814.201

Législation cantonale

- Loi cantonale sur la protection des eaux (LcEaux)	16.05.2013	814.3
- Règlement concernant la procédure relative à la délimitation des zones et périmètres de protection des eaux souterraines	31.01.1996	814.200
- Arrêté concernant les périmètres de protection des eaux souterraines	07.01.1981	814.201
- Arrêté concernant l'utilisation des herbicides lors du nettoyage des canaux et rivières	03.02.1972	814.202
- Arrêté concernant l'assainissement urbain	02.04.1964	814.203
- Arrêté concernant l'élimination des véhicules automobiles hors d'usage et l'aménagement de leurs places de dépôt	15.09.1976	814.204
- Arrêté concernant l'exploitation des gravières	10.04.1964	814.206
- Arrêté concernant les installations d'alimentation en eau potable	08.01.1969	817.101

N.B.:

- Les textes légaux fédéraux sont à commander à l'Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL - 3003 Berne <http://www.bbl.admin.ch>. Ils peuvent être consultés sur le site internet de la Confédération relatif au recueil du droit systématique fédéral: <http://www.admin.ch/ch/f/rs/index.html>. Les modifications peuvent être consultées dans les notes de pied de chaque page ou dans le Recueil officiel du droit fédéral (<http://www.admin.ch/ch/f/as>)
 - Les textes légaux cantonaux peuvent être obtenus auprès du secrétariat de la Chancellerie d'Etat, Palais du Gouvernement, 1951 Sion. Ils peuvent être consultés sur le site internet du Canton relatif au recueil du droit systématique fédéral: <http://www.vs.ch>, législation cantonale (les modifications se trouvent à la fin du texte).
-

Annexe 2

Définitions

Appareils électriques et électroniques

Par appareils électriques et électroniques, on entend les appareils électroménagers (cuisinières, machines à laver, réfrigérateurs, congélateurs, chauffe-eau, etc.) ainsi que ceux de bureautique (ordinateurs, téléphones, etc.) et de l'électronique de loisirs (radios, téléviseurs, appareils photos, jeux électroniques, etc.).

Déchets

Par déchets, on entend les choses meubles dont le détenteur se défait ou dont l'élimination est commandée par l'intérêt public.

Les déchets comprennent notamment: les déchets urbains, les déchets spéciaux, les déchets inertes, les boues d'épuration et les autres sortes de déchets (déchets carnés, épaves de véhicules, etc.).

Déchets carnés

Par déchets carnés, on entend notamment tous les cadavres d'animaux, les rebuts de boucherie et d'abattoir.

Déchets de chantier

Par déchets de chantier, on entend les déchets à éliminer provenant d'un chantier, soit les matériaux d'excavation, les déchets de chantier minéraux, les déchets spéciaux et autres (bois, métaux, matières synthétiques, etc.).

Déchets de chantier minéraux

Par déchets de chantier minéraux, on entend les matériaux bitumineux, les matériaux non bitumineux, le béton de démolition et les matériaux de démolition non triés.

Déchets encombrants

Par déchets encombrants, on entend les déchets qui, en raison de leur poids ou de leurs dimensions, ne peuvent être collectés dans les sacs ou récipients admis par la commune (p. ex. vieux meubles, matelas, gros emballages divers, etc.).

Déchets spéciaux

Par déchets spéciaux, on entend les substances dangereuses mentionnées dans l'ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets, notamment celles qui sont facilement inflammables, fortement corrosives, toxiques ou devenues explosives suite à un traitement, tels que les tubes fluorescents et ampoules, les batteries de véhicules, les piles usagées, les médicaments, les huiles.

Déchets industriels banals

Par déchets industriels banals, on entend les déchets de composition analogue aux ordures ménagères provenant des entreprises (industrie, artisanat et commerce), indépendamment de leur quantité, sous réserve des exigences légales (notamment de la LPE et de l'OTD)

Déchets urbains

Par déchets urbains, on entend les ordures ménagères ainsi que ceux de composition analogue (papier, carton, verre, huiles, ferraille, matières organiques, bois, plastiques, appareils électriques/électroniques, déchets encombrants, etc.) qui proviennent également des entreprises (industrie, artisanat et commerce), indépendamment de leur quantité (déchets industriels banals).

Entreprises

Ce sont les industries, commerces, artisanat, services, établissements divers, etc.

Epaves de véhicules

Par épaves de véhicules, on entend les véhicules, jantes et pneus, remorques, outils ou machines hors d'usage ou autres objets similaires.

Ferrailles

Par ferrailles, on entend tous les genres de ferrailles industrielles ou artisanales.

Gestion des déchets

Par gestion des déchets, l'on entend leur limitation, leur tri, leur collecte, leur transport, leur valorisation et leur traitement.

Matériaux d'excavation propres

Par matériaux d'excavation propres, l'on entend des matériaux d'excavation non pollués dont la composition naturelle n'est pas modifiée, suite à des activités anthropiques, chimiquement ou par des corps étrangers (p. ex. déchets urbains, déchets verts, autres déchets de chantier).

Matériaux inertes

Par matériaux inertes, on entend les déchets définis dans l'annexe 1 de l'OTD.

Matières organiques

Par matières organiques, on entend notamment les déchets alimentaires et les déchets des jardins, champs et forêts, tels que le gazon, les branches, les déchets de taille ou d'abattage d'arbres ainsi que le compost.

Ordures ménagères

Par ordures ménagères, on entend les détritiques solides produits dans les ménages, tels que restes de produits alimentaires, articles de consommation courante, emballages non encombrants, tissus, cendres froides, papiers, cartons.

Annexe 3

TARIF DES TAXES D'ELIMINATION DES DECHETS URBAINS

I Taxe de base annuelle :

Particuliers :

Par ménage,
selon le nombre d'habitants, de CHF 10.- à CHF 100.-, montant multiplié par le nombre d'unités équivalents-habitant suivant:

Personnes	1	2	3	4	5 et +
Facteurs d'équivalence	1	1.9	2.8	3.5	4

Entreprises :

Les entreprises qui ne disposent pas d'un conteneur identifiable sont taxées annuellement selon le volume estimé des déchets, en fonction du nombre d'employés équivalent plein temps, sur la base d'un montant variant de la manière suivante :

- entreprises de 1 à 5 employés : CHF 50.- à CHF 300.-
- entreprises de 6 à 10 employés : CHF 100.- à CHF 600.-
- entreprises de 11 à 15 employés : CHF 150.- à CHF 900.-
- entreprises de plus de 16 employés : CHF 200.- à CHF 1'200.-

II Taxe proportionnelle annuelle

La taxe proportionnelle est collectée via l'achat de sacs à poubelle spécifiques.

Les taxes aux sacs à ordures sont fixées :

- de CHF 0.80 à CHF 2.40 par sac de 17 l,
- de CHF 1.50 à CHF 3.50 par sac de 35 l,
- de CHF 2.50 à CHF 7.50 par sac de 60 l,
- de CHF 4.00 à CHF 12.00 par sac de 110 l.

Pour les entreprises recourant à des conteneurs, les taxes sont fixées :

- de CHF 0.05 à CHF 0.5 par kilo pesé.

III Taxe de remplacement pour immeuble

En application de l'article 14, al. 5, les taxes de remplacement pour immeubles, lorsque qu'un container ne peut être mis en place, s'élève

- De Fr. 5000.- à Fr. 15'000.-

IV Emolument

Un émolument est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation infondée et pour les prestations spéciales que l'Administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement.

Le tarif horaire est de Fr. 150.- et le coût de déplacement de Fr. 1.40 par kilomètre effectif parcouru.

V Cas non prévu par le present annexe

Le Conseil municipal est compétent pour régler les cas non prévus par le present annexe.

VI TVA

La TVA, au taux usuel, s'applique en sus des tarifs indiqués.

VII Entrée en vigueur

Le present annexe entre en vigueur le 1er janvier 2018

